



SECRETARIAT GENERAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

FB/VB/ok

OBJET :

Délégation de signature à :

Monsieur Cyrille GUILBERT – 6ème adjoint

ARRETE N° 26-12185

Le MAIRE de VILLEPARISIS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122. 18 portant sur les conditions générales d'exercice des attributions du Maire et des Maires-adjoints,

CONSIDERANT le renouvellement intégral du Conseil Municipal intervenu à la suite des élections municipales du 15 mars 2026,

CONSIDERANT l'élection du Maire et de ses adjoints intervenue au cours de la séance du Conseil Municipal du 20 mars 2026,

CONSIDERANT la nécessité pour la bonne marche des affaires communales de procéder à une délégation de fonction du Maire au bénéfice du 6ème adjoint,

A R R E T E

Article 1 :

Sous ma responsabilité, Monsieur GUILBERT Cyrille, 6ème adjoint reçoit délégation de mes fonctions pour les domaines suivants :

- **Sports et Education sportive.**

Article 2 :

Délégation de signature est donnée à Monsieur GUILBERT Cyrille pour le traitement et le suivi des matières déléguées, notamment :

- L'exécution des contrats,
- Les courriers de gestion courante des équipements, des relations avec les associations sportives, les administrés, les partenaires, les fournisseurs et les prestataires.

Accusé de réception en préfecture
077-217705144-20260326-26_12185-AI
Date de télétransmission : 26/03/2026
Date de réception préfecture : 26/03/2026

Article 3 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjoint sera précédée de la mention :

- Par délégation du maire
L'adjoint au maire délégué à [...]

Article 4 :

Il est accordé à Monsieur GUILBERT Cyrille une délégation de signature pour les arrêtés d'admission en soins psychiatriques, uniquement lorsqu'il sera l'adjoint de permanence.

Article 5 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, le délégataire rend compte au maire des actes pris et signés à ce titre.

Article 6 :

La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Meaux et à Monsieur le Comptable des finances publiques de Meaux.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT à VILLEPARISIS, le 24 mars 2026

SPECIMEN DE SIGNATURE

GUILBERT Cyrille

Le Maire,

Frédéric BOUCHE

Accusé de réception en préfecture
077-217705144-20260326-26_12185-AI
Date de télétransmission : 26/03/2026
Date de réception préfecture : 26/03/2026